

Varsovie, le 1919.

N^o

Ministère de la Guerre.

Le second Vice-Ministre.

Monsieur le Général.

1)

Sur l'ordre de Monsieur le Ministre de la Guerre j'ai l'honneur de vous transmettre dans sa traduction française le projet d'une convention militaire élaboré au Ministère de la Guerre dans une conférence des représentants de ce Ministère, de l'Etat-Major Général et du Ministère des Affaires Etrangères. Ce projet a été élaboré sur le désir émis par la Diète dans sa déclaration du 1.IV.1919. Du côté polonais, ce projet devra passer par le Conseil des Ministres d'où, après discussion, il devra être remis à la Diète Polonaise, qui aura à l'accepter et le sanctionner.

Monsieur le Ministre m'a chargé de vous prier de vouloir bien parcourir ce projet et d'émettre sur lui votre opinion. Ce projet englobant des questions politiques générales au sujet desquelles le Parlement est, seul, instance compétente, comprendrait encore les annexes suivantes:

- 1/ projet d'accord au sujet des transports,
- 2/ projet d'accord entre le Gouvernement Français et Polonais au sujet du haut Commandement Français auprès de l'Armée Polonaise,
- 3/ Accord concernant l'attachement d'officiers français à différentes institutions, organes et commandements militaires polonais.
- 4/ Convention concernant les conditions matérielles faites au personnel français.

Tous les points concernant ces 4 annexes sus-

mentionnées pourraient être fixés, s'ils ne touchent à des questions d'ordre politique, sur la seule décision de la Mission Française conjointement avec les autorités militaires polonaises.

Monsieur le Général.

Général-major et Vice-Ministre.

Varsovie, le 1919.

Ministere de la Guerre

Le second vice-ministre.

Projet de convention militaire.

1. Le Maréchal Foch est le Chef Commun des armées alliées pour la lutte avec les états et les peuples qui voudraient faire la guerre contre n'importe lequel des états ou des peuples alliés, auxquels appartient la Pologne.

Les ennemis d'un des Alliés deviennent les ennemis du reste des Alliés.

2. Dans l'ensemble du front allié commun, l'Armée Polonaise constitue une unité parfaite, soumise directement au commandement du Généralissime de l'Armée Polonaise. Les détachements alliés qui seraient temporairement adjoints à l'Armée Polonaise seraient soumis sous le rapport opératif au Généralissime de la même armée.

Les troupes polonaises qui se trouvent actuellement hors des frontières du pays, une fois ces frontières passées, passeront sous les ordres du Généralissime de l'Armée Polonaise.

3. La Pologne levra une armée d'un demi million d'hommes et s'oblige à la mettre toute entière au service des buts communs.

En échange de ceci, les Puissances Alliées s'obligent à fournir à la Pologne tout le matériel de guerre indispensable pour l'armement et l'équipement de toute cette armée aux memes conditions auxquelles ces Puissances se rendaient ces memes services entre elles durant la guerre. Le delai prévu pour la fourniture

re de ce matériel comprendrait 4 mois.

Le devoir comportant le secours en matériel englobe aussi le devoir de compléter ce matériel à mesure qu'ils userait et aussi l'aide indispensable pour mettre en mouvement l'industrie militaire en Pologne.

4. Les Puissances Alliées s'obligent à fournir ce matériel à la Pologne par voie de terre et par mer prenant sur elles de garantir la sûreté des transports pendant tout le temps que durera la guerre. Les détails de la question des transports militaires sont définis dans l'annexe 1/ à la Convention présente.

5. Les troupes polonaises se trouvent actuellement hors du pays doivent être transportées en Pologne à moins qu'elles ne soient indispensables aux opérations militaires la ou elles se trouvent.

En échange de ces troupes qui resteront hors du pays les Puissances Alliées fourniront à la Pologne pour la lutte avec ses ennemis immédiats des secours consistant en troupes appartenant à ces Puissances et répondant quant nombre à la quantité de troupes polonaises restant au services des dites Puissances.

À chaque fois, le genre de secours susmentionnées sera défini par une convention spéciale.

6. Les Puissances Alliées envoient en Pologne une Mission Militaire pour l'aider dans l'organisation et l'éducation militaire de son armée. Le rôle et les compétences de cette mission sont définis dans les annexes 2, 3 et 4 a la Convention présente.

Nr

P R O J E K T

K O N W E N C J I W O J S K O W E J .

1. Marszałek Foch jest wspólnym wodzem armji sprzymierzonych w walce z państwami i narodami, występującymi zbrojnie przeciw któremukolwiek z państw i narodów sprzymierzonych, do których należy i Polska.

Wrogowie jednej ze stron sprzymierzonych stają się wspólnymi wrogami przymierza.

2. W obrębie wspólnego frontu sprzymierzonych, armja polska stanowi jednolitą całość, podległą jednolitej komendzie Naczelnego Wodza Wojsk Polskich. Oddziały armji sprzymierzonych, przydzielone czasowo do armji polskiej, podlegają pod względem operacyjnym Naczelnemu Dowództwu Wojsk Polskich.

Wojska polskie, znajdujące się obecnie poza granicami kraju, przekraczając jego granice, przechodzą pod komendę Naczelnego Dowództwa Wojsk Polskich.

3. Polska wystawi armję w sile pół miliona żołnierzy i obowiązuje się użyć jej w całości do celów wspólnych.

Wzamian za to obowiązują się państwa sprzymierzone dostarczyć Polsce materiału wojennego, potrzebnego do uzbrojenia i wyekwipowania całej tej armji, na tych samych warunkach, na jakich państwa sprzymierzone udzielały sobie wzajemnie po-

mocy podczas wojny. Termin dostarczenia materiałów - czteromiesięczny.

Obowiązek pomocy materialnej obejmuje również obowiązek uzupełniania potrzebnych zapasów, w miarę ich zużycia, jakoteż pomoc w zorganizowaniu przemysłu wojennego w Polsce.

4.

Mocarstwa sprzymierzone zobowiązują się dostawić ten materiał do Polski drogą lądową i morską, przyjmując na siebie gwarancję zabezpieczenia transportów przez cały czas wojny. /Zakres zobowiązań transportowych podług załącznika 1. do niniejszego projektu konwencji/.

5.

Oddziały Wojsk Polskich, znajdujące się obecnie poza granicami Polski, o ile nie są tam niezbędne dla wspólnych działań wojennych, mają być odtransportowane do kraju.

Wzamian za pozostające poza krajem oddziały polskie, państwa sprzymierzone udzielą Polsce w walce z jej bezpośrednimi wrogami, pomocy wojennej, wystawiając dla celów wojennych, jakie prowadzi Polska, oddziały wojsk sprzymierzonych, odpowiadające co do siły rzeczonym oddziałom polskim.

Każdorazowo sposób i zakres tej pomocy będzie określony na podstawie specjalnej umowy.

6.

Państwa koalicyjne przysyłają do Polski misję wojskową dla pomocy w zorganizowaniu i wykształceniu armji polskiej. Rolę i zakres zadań misji określają w szczególności załączniki Nr. Nr. 2, 3 i 4 do konwencji.

2/

Tajne

Protocole sur la séance qui a eu lieu

le 16 avril 1919 a 18 h.

au Palais du Ministère de la Guerre

au sujet de la Convention Militaire entre les Gouvernements Polonais et Français et la Coopération de l'Etat-Major Français dans l'instruction, l'organisation et l'administration de l'armée ~~Française~~ Polonaise

Présents: le colonel Billotte

le lieut.colonel DeLalin

le lieut.general Majewski /1-er vice-ministre/

le " " Sosnkowski /2-nd vice-ministre/

le colonel Haller, Chef de l'Etat-Major

le commandant Starzewski.

le lieutenant comte Zaleski /protocole/.

Le colonel Billotte : Le general Henrys a quitté Varsovie pour Posen et m'a chargé de le remplacer. La question est grave et urgente. Il demande si une mission Polonaise Militaire irait à Paris et en démontre la nécessité. Il faut tacher de rester toujours en contact avec les autorités militaires françaises.

Colonel Haller: Une mission militaire polonaise est en train de se former. Je crois que dans quelques jours elle pourra quitter Varsovie.

Colonel Billotte: Demontre les difficultés qui pourraient survenir. La France avait pendant la guerre 100 divisions. Un grand nombre est maintenant démobilisées. Si l'Allemagne n'accepte pas les conditions de paix tout est arrange de sorte pour mobiliser instantanément 80 divisions. Sans compter l'armée du general Haller la France peut fournir à la Pologne l'équipement et le matériel pour 11 divisions, ~~hors~~ ^{de} une armée 500.000 hommes compte 17 divisions.

Colonel Haller; la mobilisation de 6 classes de recruts votée récemment par la diète polonaise donnera 450.000 hommes sans compter 50.000 volontaires.

Colonel Billotte:

La Belgique peut compter sur le secours de

tous les Allies, les autres Puissances fourniront sans aucun doute

du matériel et de l'équipement. Il demande si le vote de la Diète est nécessaire pour conclure la convention.

Colonel Haller; Le colonel Halber est d'avis que la Diète accepterait sans aucun doute toutes les conditions de la Convention. La Diète s'est engagé en votant la nécessité de la conclusion d'une convention militaire avec les Alliés, or on pourrait en tout cas présenter la chose à la Commission Militaire de la Diète. La prochaine séance de la Diète aurait lieu le 28 avril.

General Sosnkowski. Il s'agit surtout de ces § du projet d'accord qui ont un caractère politique, ~~cela~~^{ceux-là} devront être présentés à la Diète. Le travail pratique sur les questions purement militaires peut commencer tout-de-suite, car la chose est urgente et il ne fallait pas perdre du temps.

Colonel Haller: Une des questions les plus graves qui seront à résoudre est la question du transport du matériel fourni à la Pologne. La Pologne ne possède pas de tonnage et l'état des chemins de fer est déplorable.

Colonel Billotte: Le colonel Billotte partage cet avis; sans aucun doute. Les Alliés fourniront le tonnage à la Pologne. Il discute ensuite l'un après l'autre les § du projet d'accord, qui semblent convenir au Chef d'Etat, d'après l'impression du général Henrys qu'il a remporté après de longues discussions avec le Chef d'Etat. Donc on ne pourrait changer rien d'essentiel

~~aux articles pendant les discussions~~ au projet d'accord.

D i s c u s s i o n. On établit que sauf quelques points sans grandes importances le projet d'accord convient aux deux partis. Suit la discussion sur les 4 officiers-chefs qui seront adjoints à l'Etat-Major Polonais.

Colonel Billotte. Toute la responsabilité restera entre les mains des polonais. Les officiers français ne signeront aucun acte, ils vous serviront ~~seulement~~^{seulement} ~~avec~~^{de} leur aide et leur secours.

General Sosnkowski. La difficulté chez nous consiste en ce que nous avons des officiers qui proviennent de l'armée russe, allemande et autrichienne. Les différences sont grandes et il n'est pas facile de les unifier aussi vite qu'on le voudrait.

Il faut ^{aussi} ~~donc~~ tacher surtout d'unifier l'armée de Haller avec l'armée polonaise du pays. Les différences sont assez grandes, surtout la question des soldes sera à résoudre, elles sont beaucoup plus grandes dans l'armée de Haller que chez nous.

Colonel Billotte. Il ne faut pas oublier que la présence des officiers ~~polonais~~ ^{français} sera tout à fait passagère. Il est d'avis du général Sosnkowski que les troupes Haller seront envies par toutes les autres divisions polonaises; ~~et~~ ^{donc} il faudrait procéder progressivement à la diminution de la solde.

General Sosnkowski. Il vaudra peut-être mieux de trancher la question radicalement en mettant les troupes Haller sur la même solde que les troupes polonaises du moment ou elles viendront en Pologne.

Colonel Haller: Propose de laisser la solde française encore pendant un mois pour ne pas décourager les soldats.

Colonel Delalin: Discute le projet d'accord sur les officiers français destinés pour l'armée polonaise et en démontre le nombre nécessaire.

General Sosnkowski: Nous voudrions avoir des officiers français pour les suivants bureaux:

- 1/ Inspectorat d'artillerie,
- 2/ " d'aviation,
- 3/ " de liaison,
- 4/ " de génie,
- 5/ " de chemins de fer,

puis pour les départements suivants:

- dep. d'organisation,
- dep. économique,
- dep. sanitaire,
- dep. d'artillerie,
- dep. d'instruction militaire,
- dep. de communication

ainsi que pour l'institut géographique et le bureau de ravitaillement de l'armée qui se trouve en état de formation.

Le colonel Billotte démontre les différences entre le système polonais et le système français.

Colonel Haller: demande de quelle façon sera la liaison entre les officiers français et polonais et comment ils vont communiquer entre eux.

Colonel Billotte: est d'avis qu'il faut laisser aux deux côtés une parfaite indépendance et éliminer tout-à-fait le système de subordination. On tâchera de travailler ensemble en bons camarades, à côté des bureaux polonais. Il faut se baser sur le système de confiance et d'amitié mutuelle. Les officiers français dépendront du général Henrys et seront à la disposition des chefs de bureaux polonais. Il faut laisser au deux partis la possibilité de conserver la personnalité et l'individualité de chacun.

Le général Majewski et le colonel Haller partagent cet avis.

Colonel Haller: cite les sections de l'Etat-Major qui désiraient avoir des officiers français.

On discute ensuite la question des écoles et de l'instruction militaire.

Le colonel Dulalin: l'armée du général Haller possède un régiment d'école. Nous sommes prêts à vous fournir des officiers qui vont vous aider à organiser l'instruction militaire: des sous-officiers, des officiers et l'état-major. Cette question est urgente vu les grandes différences entre le système de l'instruction russe, autrichienne et allemande.

Colonel Haller: est d'avis qu'il faut surtout s'occuper des écoles de sous-officiers et d'officiers et croit qu'on devra remettre à l'avenir le projet d'une école de guerre. Il cite les écoles militaires qui existent maintenant en Pologne. Le nombre des officiers est beaucoup trop petits pour une armée de 500.000 hommes. On sera souvent forcé de créer des officiers qui ne posséderont pas toutes les qualifications qu'on exige d'un officier.

Le colonel Billotte: un général français est déjà destiné pour l'instruction de l'armée polonaise. L'état-major français avait 4 sections 1/ organisation 2/ information, 3/ opération, 4/ ravitaillement. Ce système existait aussi dans les corps d'armées les divisions et les brigades etc. Il est très pratique.

D'après ce système les officiers français destinés pour la Pologne seront partagés en 4 groupes et adjoints aux bureaux polonais correspondants.

Colonel Billotte On est prêt à envoyer tous ces officiers. Je suis chef de la section d'organisation et j'ai besoin de ~~xxxxx~~_x 43 officiers de toutes les branches militaires /état-major cavalerie, artillerie, infanterie, aviation, intendance, service de sante, service géographique, service d'automobile/. Pour l'instruction sont destinés 7 officiers, pour le service de communication et de ravitaillement 18 /dont 10 dans l'état-major/. Pour les opérations 13 officiers. On pourrait aussi si vous le voulez attacher un officier pour chaque commandement de district /D.O.G./.

Le colonel Haller est d'avis qu'il ne faut pas perdre du temps à attendre la Diète. Chaque délai est ~~inutile~~_{inutil}.

General Sosnkowski est du même avis et demande si on pourrait avoir ces officiers tout de suite.

Colonel Billotte il faut les faire venir d'abord de Paris. Nous ne pouvons pas encore être à votre disposition car le general Henrys a besoin de nous. Nous sommes très occupés. Le colonel Delalin peut commencer tout de suite son service pour l'intendance, il s'occupera du service de la communication et du ravitaillement.

Colonel Haller. Je suis sûr, que la Diète ne fera aucune difficulté. Pourrait-on envoyer tout de suite les chefs des bureaux et au moins un officier par département.

General Sosnkowski est d'avis qu'il faudrait hâter l'arrivée de ces officiers de Paris.

Colonel Haller. Comme il s'agit d'une convention entre les gouvernements il faudra soumettre le projet d'accord au prochain conseil des Ministres, qui pourrait s'il le veut consulter et se laisser approuver par la Commission militaire de la diète.

Colonel Billotte. Chez nous le projet d'accord n'est pas encore présenté à la Chambre mais le gouvernement ~~est~~_{étant} très fort, ne doute pas que la Chambre l'approuvera. Le choix des officiers n'est pas facile et il n'est pas encore fait. dès que la Convention sera signée le general Henrys se rendra en France pour faire lui-même son choix. Il faut d'abord régler la question matérielle pour pouvoir présenter aux officiers français une situation nette.

Or je vous enverrai les projets des contracts financiers.
Pułkownik Haller zastanawia się z generałem Sosnkowskim o sposobie załatwienia kwestji bez sejmu, który się zbiera dopiero po świętach.

Colonel Haller Nous allons en tous les cas présenter la question a la décision du président du Conseil, comme il s'agit d'un accord entre gouvernements.

general Majewski propose la prochaine seance pour vendredi 18 ct. a 9 h. du matin car il voudrait présenter le projet d'accord au Conseil de Ministre qui aura lieu vendredi apres midi.

general Sosnkowski demande si on pourrait envoyer au moins quelques officiers encore avant que tout le projet d'accord soit signé. Sans attendre la décision des § qui ont un caractere essentiellement politique.

colonel Billotte répond que ce sera difficile, car il faut d'abord signer la convention. Avant que ce soit fait on peu faire seulement des preparatifs.

colonel Haller pretend que la Commission Militaire de la Diète pourra en tout cas engager la Diète en autorisant le gouvernement de signer la Convention.

colonel Billotte explique que le general Henrys ne peut pas s'engager sans que la Convention soit definitivement signée, or, on pourrait peut-etre telegraphier a 3 ou 4 officiers de venir temporairement et non officielement.

Fin de la seance.

20 h.30 m.

Prochaine seance vendredi, 18 ct. 9 h. du matin.

Protocelle

Kom

3)

seance du 18 avril 1919 /suite de la seance du 16 avril, commen -
cement a 9 heure du matin:

Present:

- colonel Billiotte
- " Delalin
- general Majewski /1-er vice-ministre/
- " Sosnkowski /2-nd vice-ministre/
- colonel Haller, chef de l'Etat-Major.
- " Starzewski, chef du Quartier-Major

- lieutenant Zaleski /protocel/.

Colonel Billiotte. Le general Henrys demande de respecter le systeme
les 4 bureaux, 1/ organisation, 2/ operation, 3/ instruction, 4/ transport
et ravitaillement. D'apres ces quatre bureaux les officiers francais
seront delegues au Commandement et au bureau correspondant polonais.
Autre ces 4 bureaux il y a encore le personnel divers, comme officiers
techniques pour l'aviation, pour le service d'automobile et pour
le service de chemins de fer etc.

General Sosnkowski demontre la necessite urgente d'aviateurs
et d'officiers techniques pour l'aviation.

Colonel Billiotte. L'armee du general Haller dispose d'un personnel
d'aviateurs et d'officiers techniques suffisant. On pourra puiser dans
le reservoir. D'ailleurs il n'y a aucun doute que nous serons en etat
de mettre a votre disposition un nombre suffisant d'aviateurs et de
personnel techniques d'aviation.

General Sosnkowski et le colonel Haller sont d'avis que dans ces
conditions il faudra consulter les services speciaux. Le colonel Billiotte

etudie le projet du contract financier et economique. KK

General Sosnkowski et le colonel Haller promettent de l'etudier
a la prochaine seance.

Colonel Billiotte: Le general Henrys propose dans l'interet du budget
polonais que la duree de la Mission soit etablie pour un an. L'accord
serait renouvelé chaque 1 an. /Z

General Sosnkowski cite les articles du projet de la Convention Mi-
nistere /1.....2.....3.....4..etc./

Le colonel Billiotte et le colonel Delalin approuve ces articles
et trouvent que tout ce qu'ils contiennent est parfaitement legiti-
me et acceptable.

General Sosnkowski ^{tre} lit en outre : les troupes polonaises qui se trouvent actuellement hors des frontières du pays, une fois ces frontières passées, passeront sous les ordres du généralissime de l'armée polonaise.

Colonel Billette. Nous sommes d'accord en ce point là.

General Sosnkowski. revient sur l'article 3/ du projet d'accord. Il rappelle qu'en a établi pendant la dernière séance en ce qui concerne les rapports et la ~~syxma~~ liaison entre les officiers polonais et français le système du travail en bons camarades. Il propose donc de préciser cette idée dans une annexe au projet d'accord ou à l'article 3/ du projet d'accord.

D i s c u s s i o n :

On établit la formule suivante: "les officiers français sont conseillers techniques du commandement ou du chef du bureau auprès duquel ils sont placés. Ils ne reçoivent pas d'ordre des officiers polonais et n'ont aucun droit de décision et de commandement. On décide d'ajouter cette formule à l'article 3/ du projet d'accord. On change aussi dans cet article le mot: "chargé de" en "délégué a".

Général Sosnkowski: Il est donc tout à fait impossible d'éliminer l'article 4/ du projet d'accord, comme traitant de politique, de la totalité du projet et de fixer les autres articles?

Colonel Billette: On ne peut pas éliminer l'article 4/; la Convention doit être réglée en bloc.

Général Sosnkowski. Nous sommes donc obligés de présenter l'article 4/ à la décision du Conseil des Ministres.

Colonel Billette. Le général Henrys trouve que les propositions polonaises sont raisonnables et leur désir légitime, mais ~~ixxxx~~ ~~xxxxxx~~ le point 4/ comme étant de nature purement politique est au-delà de sa compétence.

Général Sosnkowski: discute le projet 3/ de la Convention qui traite la levée d'une armée polonaise de 500.000 hommes. Il est d'avis qu'il est important au point de vu du matériel qu'on ne compte pas l'armée du général Haller dans ces 500.000 hommes. Il démontre en chiffre comment ce nombre sera atteint en mobilisant dans toutes les parties de la Pologne. Nous formons:

42 régiments d'infanterie à 3250 hommes	-	126.000 hommes.
14 régiments de cavalerie à 600 "	-	14.000 hommes
artillerie et service technique	=	60.000 "
Total		<u>200.000 hommes</u>

pour le Service de front.

En prenant le rapport de 1: 2 nous avons besoin ^{de} 400.000 hommes a l'interieur. Il nous manqueraient donc 100.000 hommes. Même si nous resignons de ces 100.000 hommes en prenant le rapport de ~~1/2~~/1: 1 il nous faut du matériel pour 500.000 hommes car nous ne comptons pas l'armée Haller dans ce nombre.

Colonel Billette : Il faut que vous fassiez un bilan exacte de ce que vous avez besoin et du ~~matériel~~ matériel dont vous disposez. L'entente devra décider a Paris comment on vous fournira ce qui vous manque et comment les Puissances Alliées partageront entre elles le devoir de vous fournir ce ~~matériel~~ qui vous manque.

D i s c u s s i o n. sur l'organisation des divisions, des brigades et des régiments, de leur avantage et de leur désavantage du nombre des régiments que doit avoir une division etc.

General Sosnkowski: démontre les grandes difficultés qui proviennent du grand nombre /6/ de systemes de fusils dont dispose l'armée polonaise.- Il est d'avis que l'armée du général Haller dispose d'un effectif trop petit d'artillerie. *lourde*

Discussion sur l'organisation de la réserve de l'artillerie et le choix des fourgons de munitions pour les routes de la Pologne.

Fin de la séance 10 h.15.

Prechaine séance; samedi 19 h.

5) #

D O D A T K I

do PROJET D'ACCORD, przyjęte przez Misję Francuską.

ARTICLE III.

słowa "chargé" zmienić na "délégué".-

Po ustępie: "Un officierdélégué aux opérations" wstawić:

"Un officier général ou supérieur délégué aux transports et ravitaillements"

Przy końcu ARTICLE III.

Les officiers français sont conseillers techniques de commandement ou du chef de bureau près duquel ils sont placés ; ils ne reçoivent pas d'ordres des officiers polonais et n'ont aucun droit de décision et de commandement.-"

Za zgodność:

M. Kwarcziński

Porucznik i Adjutant

proponowane przez Henrys'a:

..... " ils ne reçoivent pas d'ordres des officiers polonais, ne prennent aucune décision, et ne font pas actes de commandement."

PROJET D'ACCORD

entre le Gouvernement Français et Polonais au sujet du Haut Commandement français auprès de l'Armée Polonaise.

CHAPITRE I

Article I.

Il est constitué auprès du Chef du Gouvernement Polonais, Commandant en Chef de l'Armée Polonaise, une Mission Militaire Française.

Article II.

Cette Mission a pour but de collaborer avec le Généralissime de l'Armée Polonaise l'organisation, à l'instruction et au Commandement de l'Armée Polonaise;

Le Général Français, Chef de la Mission, est adjoint au Commandant en Chef de l'Armée Polonaise.

Article III.

Le Général, Chef de la Mission, est secondé par le Chef d'Etat Major Général de l'Armée Polonaise, qui lui est adjoint.

Il dispose en outre du personnel français suivant :

Un Officier Général ou supérieur, chargé de l'organisation, placé auprès du Ministre de la Guerre Polonais, et secondé par un Etat Major et les Directions d'armes.

Un Officier Général ou supérieur chargé de l'instruction tant dans la zone des Armées que dans la zone de l'intérieur.

Un Officier Général ou supérieur, chargé des opérations, assisté d'un Adjoint Directeur des Transports.

Le Chef de la Mission et les Officiers généraux ou supérieurs désignés ci-dessus, disposent des Etats-Majors nécessaires.

Article IV.

Le Chef de la Mission est obligatoirement consulté au sujet de l'utilisation des divisions renfermant des éléments français. Il a le droit de s'opposer à leur emploi. Il ~~est~~ en réfère, s'il a lieu au Gouvernement Français.

Les conditions d'emploi de ces divisions sont les suivantes:

Les divisions polonaises formées en France ont pour mission d'aider l'État Polonais à se constituer librement à l'abri des interventions extérieures ennemies qui pourraient se produire sur ses frontières et d'apporter leur concours à la formation et à l'instruction des unités recrutées en Pologne.

En cas de troubles intérieurs, le personnel français devra en principe s'abstenir de toute intervention, seul le Haut Commandement Français en Pologne pourra autoriser, soit des unités avec personnel français des divisions formées en France, soit des officiers ou hommes de troupe servant dans les unités ou services formés en Pologne, à concourir au rétablissement de l'ordre.

Article V.

Comme Chef de la Mission Militaire Française en Pologne le Général Chef de la Mission relève du Ministre de la Guerre français.

Les questions relatives au personnel français, concernant leur situation au point de vue français /avancement, décoration, justice militaire etc/ rentrent à ce titre dans ses attributions.

Article VI.

La composition de la Mission et les conditions matérielles faites au personnel français sont fixées par un contrat spécial.

Chapitre II.

Article I.

Après du Général Commandant les Forces Polonaises organisées en FRANCE est placé un Officier général français, qui le seconde en qualité de Conseiller technique dans toutes les questions ressortissant à l'organisation et à l'emploi de ces unités suivant les di-

rectives emanant du Généralissime

Article II.

L'Officier Général Français, adjoint au Commandant des Forces Polonaises organisées en FRANCE, dispose d'un personnel formant Cabinet. Il est le Délégué du Général Chef de la Mission Militaire française en POLOGNE, en ce qui concerne l'emploi des grandes unités renfermant des éléments français, il a voix consultative sur cet emploi dans les limites que lui confère le Chef de la Mission Militaire, auquel il en réfère s'il y a lieu.

Article III.

Les Généraux Français commandant les Corps d'Armées et les Divisions ont sur le personnel Français et Polonais placés sous leurs ordres les attributions conférées par les règlements en vigueur.

(6)

ETAT MAJOR DE L'ARMEE

Paris, le 15 Fevrier 1919

BUREAU SLAVE

No. 1170 - SL/11

A C C O R D

entre le Gouvernement Francais et le Comité National Polonais au sujet de l'emploi, et la situation du personnel francais dans l'Armée Polonaise.

ROLE DES DIVISIONS FORMEES EN FRANCE.-

Les divisions polonaises form es en FRANCE ont pour mission d'aider l'Etat Polonais a se constituer librement a l'abri des interventions extérieures ennemies qui pourraient se produire sur ses frontières, et d'apporter leur concours a la formation et a l'instruction des unités recrut es en POLOGNE.

En cas de troubles intérieurs, le personnel francais devra en principe s'abstenir de toute intervention, seul le Haut Commandement Francais en Pologne pourra autoriser, soit des unités avec personnel francais des divisions form es en France, soit des officiers ou hommes de troupe servant dans les unités ou services form es en Pologne, a concourir au rétablissement de l'ordre.

CONSTITUTION DES DIVISIONS FORMEES EN FRANCE.-

Pour permettre aux divisions form es en France de se transformer progressivement en divisions polonaises homogènes bien instruites et bien encadr es, il y a lieu de considérer en principe les stades suivants:

1o. La division est plac e sous commandement francais.

Les unités sont command es par des officiers francais. Toutefois, suivant les disponibilités en cadres polonais instruits il sera constitué progressivement et aux divers échelons, des unités a commandement et encadrement entierement polonais. On pourrait donc avoir, par exemple, dans une compagnie a commandement francais des sections mixtes et des sections polonaises, dans un bataillon a commandement francais des com-

pagnies polonaises etc....

Il sera, autant que possible, placé à côté de chaque commandant d'unité français un officier polonais de grade égal, destiné à prendre, dans le 2^e stade, le commandement de cette unité. Cet officier, tout en faisant son instruction pres de son camarade français, sera son intermédiaire obligé, pres du personnel polonaises de l'unité, dans toutes les questions de discipline, et de service interieur.

20. La division est placée sous le commandement Polonais, un partie du personnel français restant comme conseillers techniques dans les limites et pendant le laps de temps qui sera jugé utile.

Le personnel Français devenu disponible recevra une nouvelle affectation dans des unités en service formées en Pologne, ou sera envoyé en France à expiration du contrat.

3.- La division devient intégralement polonaise.

NOTA. - Un accord spécial réglera les attributions du Haut Commandement Français et ses relations avec les grands organes militaires polonais, ainsi que la péraquation des grades dont il est fait mention par la suite.

SITUATION DU PERSONNEL.

A partir de la signature de l'acte d'engagement prévu au contrat du 15 Janvier 1919, il n'y aura plus dans l'Armée Polonaise que des militaires polonais servant au titre national, ou des Français volontaires, avec ou sans attaches polonaises. Les appellations affecté ou détaché deviennent donc sans objet.

Le personnel français, avec attaches polonaises, qui voudrait servir dans l'Armée Polonaise au titre national polonais, devrait, soit se faire naturaliser polonais, soit servir dans cette Armée comme officier français servant au titre étranger dans une armée étrangère. Conformément aux dispositions de la Loi du 26 Juin 1889, l'autorisation du Gouvernement Français doit être demandée.

L'Officier servant a ce titre perd naturellement

le "ipso facto" le bénéfice du contrat du 15 Janvier en tant qu'il lie le Gouvernement Français.

PEREGATION DES GRADES.-

Les divisions formées en France sont destinées à n'avoir qu'une durée relativement brève, et une partie de leur personnel sera sans doute utilisée ensuite dans des divisions formées en Pologne.

En raison des diverses origines des officiers servant dans cette Armée, il sera procédé à une revision et à une péréquation obligatoire des grades des officiers de l'Armée Polonaise dans les six mois qui suivront l'arrivée en Pologne des divisions formées en France. Ces opérations seront faites par une Commission au sein de laquelle l'Armée Française sera obligatoirement représentée.

AVANCEMENT, DISCIPLINE.

a/ Tout le personnel français servant auprès de l'Armée Polonaise relève, exclusivement, tant au point de vue d'avancement et récompenses au titre français, qu'à celui de la Justice militaire, du Haut-Commandement Français placé auprès de l'Armée Polonaise.

b/ L'avancement au titre polonaise est conféré par le Gouvernement polonais conformément aux accords intervenus à cet égard.

Il est bien entendu que les conditions énoncées dans l'accord du 15 janvier pour l'avancement dans l'Armée Polonaise sont un minimum garanti et ne sauraient exclure un avancement plus rapide, si le commandement polonais croyait devoir conférer les grades avant l'accomplissement des délais maxima prévus et d'accord avec le Haut-Commandement Français auprès de l'Armée Polonaise.

c/ Les officiers Français servant actuellement dans l'Armée Polonaise avec un grade différent de celui qu'ils ont dans l'Armée Française conserveront ce grade et les insignes correspondants. Mais au point de vue de l'avancement ultérieur

222

234

leurs droit seront seulement ceux découlant de leur grade dans l'Armée Française au moment de leur départ pour la Pologne.

Ainsi, par exemple, un Capitaine Français servant actuellement comme Commandement dans l'Armée Polonaise, ne sera obligatoirement promu au grade de Lieutenant-Colonel dans l'Armée Polonaise que deux ans et quatre mois après le départ pour la Pologne.

d/ Le personnel troupe pourra recevoir de l'avancement dans l'Armée Polonaise, si le Commandement polonais le juge utile. Cet avancement serait de droit, si l'intéressé était l'objet d'une promotion au titre français.

TENUE. - En conformité des dispositions déjà arrêtées, le personnel français portera la tenue française. Il portera, sur le territoire polonais seulement, les insignes du grade qui lui aura été conféré au titre de l'Armée Polonaise.

NOTA. - Les dispositions de l'Instruction du 12 Novembre 1918 relative au recrutement des officiers de l'Armée Polonaise provenant des Armées Alliées, sont annulées en ce qu'elles ont de contraire avec le présent accord.

LE PRESIDENT DU CONSEIL
MINISTRE DE LA GUERRE

LE PRESIDENT
du Comité National Polonais

signé: CLEMENCEAU

signé: ROMAN DMOWSKI.

Destinataires.....
et à l'accord avec le Haut-Commandement Français auprès de l'Armée Polonaise.
Les officiers Français servant actuellement dans l'Armée Polonaise avec un grade différent de celui qu'ils ont dans l'Armée Française conserveront ce grade et les insignes correspondants. Mais au point de vue de l'avancement ultérieur

DESTINATAIRES:

Exemp.

M. le Général Chef de la Mission Mre Franc-Polonaise	10
E.M. du Général HALLER Cdt. l'Armée Polonaise	23
MM le Général CAPDERONT Ctd la 1er. Division Polonaise	25
M. le Maréchal de France Cdt. les Armées de l'EST ./G.Q.G./	1000
dont	
38 C.A.	10
1ere D.I.P.	50
2 Div. Mar.	50
71 Direction	50
74 Direction	50
M. le Marechal de France Cdt. en Chef les Armées Alliées....	10
M. les Généraux Cdt les Régions:	
I a 13 - 15 a 18 - 20 & 21/...../chacun/	30
MM. les Généraux Gouverners Mres de Paris a LYON /chacun/	30
L. le Général Cdt. des Troupes Francaises de l'Afrique du Nord.....	30
M. le Général Résident General au Maroc	10
Les Directions et sous-Sécrétaires d'Etat	
Infanterie	10
Cavalerie	5
Artillerie	5
Génie	5
Intendance	5
Contrôle	2
Troupes Coloniales	5
S.S.E du Service de Santé	5
d de l'Aéronautique	5
d de l'Administration de la Guerre	2
d de la Présidence du Conseil	1
d de la Justice Militaire	1
E.M.A. 1er, 2, 3 et 4 Bureaux I.	2
d 1er, 2 et 3, Bureaux A	2
Section d'Afrique	1
Bureaux Spécial Franco-Américain.....	1
Section du Personnel d'E.M.	1
Cabinet du Ministre	2
M. le Ministre des Affaires Etrangères	2.-

⋮

7)

Rada Ministrów upowaznia przedstawicieli władz wojskowych polskich o wszczęcia rokowań z wojskową misją francuską w Polsce o zmianę "Projet d'accord entre les Gouvernement francais et polonais au sujet du Haut Commandement francais auprés de l'Armée Polonais", w myśl zasad projektu konwencji wojskowej, opracowanego na konferencji wspólnej przedstawicieli Ministerstwa Spraw Wojskowych, Sztabu Generalnego i Ministerstwa Spraw Zagranicznych.

Jednocześnie Rada Ministrów postanawia zawiadomic o tem Pana Prezydenta Paderewskiego i prosic Go o przychylenie się do opinji Rady Ministrów i podjęcie kroków w Paryżu, w celu skłonienia rządu francuskiego do przyjęcia polskiego projektu konwencji wojskowej.

Ze względów na stan pieniężny Rada Ministrów zaleca władzom wojskowym dążyć do jaknajwiększych oszczędności przy ustalaniu kosztów utrzymania dywizji Hallera i misji francuskiej.

Po wprowadzeniu jednostki pieniężnej polskiej wszelkie umowy winny być zawierane tylko w złotych.-

Na oryginale dopisano:

Powyzsze uchwały zapadły na posiedzeniu Rady Ministrów 18. kwietnia 1919 r.

/-/ WOJCIECHOWSKI

Minister Spraw Wewnętrznych
zast. Prezydenta Ministrów.

Le conseil des Ministres autorise les représentants des autorités militaires polonaises, de traiter avec la Mission militaire française en Pologne au sujet du "Projet d'accord entre les Gouvernements français et polonais au sujet du Haut Commandement français auprès de l'armée polonaise", sur la base du projet de convention militaire, élaboré dans une conférence entre les représentants de l'état majeur général et des Ministères de la guerre et des affaires étrangères.-

De même le conseil des ministres décide d'avertir M. le Président des Ministres J. Paderewski de ce fait, en le priant de vouloir favoriser l'opinion du conseil des ministres et d'entreprendre à Paris les mesures nécessaires pour décider le Gouvernement français à accepter le projet polonais de la convention militaire.

Vu les conditions précaires du budget polonais, le conseil des ministres recommande aux autorités militaires la plus grande économie pour fixer les frais de l'entretien des divisions du Général HALLER et de la mission française.

Quand l'unité monétaire polonaise sera introduite, tous les contracts devront être conclus exclusivement en "zloty"

Sur l'original:

Les décisions dont il est question ont été arrêtées dans le conseil des ministres du 18 avril 1919.-

Pour le Président des Ministres

/-/ S. WOJCIECHOWSKI

Ministre des affaires intérieures.-

MISSION PROVISOIRE

du

GÉNÉRAL HENRYS.

Varsovie, le 17. Avril 1919.

(8)

Koceni.

C O N T R A T

RELATIF A L' ENVOI D' UNE MISSION MILITAIRE FRANCAISE.

EN POLOGNE.

Entre le Gouvernement Francais, d' une part,
et le Gouvernement Polonais, d' autre part;

Il est convenu, ce qui suit:

I.- Une Mission militaire composée d' officiers francais est envoyée en Pologne pour l' organisation et l' instruction de l' armée polonaise.

II.- La composition détaillée de cette mission fait l' objet d' un état annexe Nr.1.

III.- La durée de l' engagement, qui datera du jour de départ de France, est ¹² 6 mois, renouvelable par période de trois mois. Les officiers qui n' auraient pas l' intention de renouveler leur engagement devront en faire part au Gouvernement Polonais, un mois avant la date de son expiration.

IV.- Cet engagement peut être résilié de la part du Gouvernement Polonais avant son échéance, si les circonstances dont il sera jugé le réclament ou si l' intérêt du services le nécessite. Il peut exceptionnellement être résilié de gré a gré a un moment quelconque par accord entre les intéressés et le Gouvernement Polonais. En cas de résiliation au cours du contrat, ou si celui-ci n' est pas renouvelé par le Gouvernement Polonais et sauf le cas ou la résiliation aurait lieu par mesure de discipline prononcée par un Conseil d' enquête, une indemnité de 3. mois de solde définie comme il est dit au paragraphe VII /3 / sera payée a l' intéressé par le Gouvernement Polonais, la résiliation de gré a gré ne donne droit a aucune indemnité.

V.- Les officiers et assimilés de la Mission conservant leur ancienneté et tous leurs droits a l' avancement dans l' Armée Francaise. Les services dans la Mission seront considérés comme services de guerre, jusqu'

TROUPE.

- a/ Solde spéciale en principe égale à la solde normale actuelle de France /voir annexe II./
- b/ Une prime d'engagement, fixée à 400 francs par période de 6 mois et payable par moitié au début de chaque trimestre /additif du 24.mars 1919 a l'accord du 15.janvier 1919/
- c/ Indemnité d'entrée en campagne pour les Adjudants-Chefs et les Adjudants; /au Taux du tarif français/ même si cette indemnité a été intérioritément perçue en totalité ou en partie au titre français /additif du 24.mars 1919.au contrat du 15.janvier 1919./
- d/ Allocation spéciale d'équipement de 1.000.france /taux prévu au contrat du 15.janvier 1919./ pour les Adjudants-Chefs et les Adjudants/.-
- e/ Indemnité de Mission. /voir annexe II./
- f/ Rations de vivres et chauffage en nature, toutefois, pour les hommes de troupe admis à vivre isolément il pourra être substituée une indemnité représentative /annexe II/ avec faculté pour les intéressés de percevoir des vivres administratifs au tarif de remboursement polonais, dans la limite du nombre de rations ^{alloués} /a leur grade.

Cette faculté est étendue éventuellement aux membres de la famille de l'ayant-droit à raison d'une ration et demie par tête.

g/ Logement en nature

Une indemnité représentative correspondant à la valeur locative moyenne du logement régulièrement alloué, pourra être substitué au logement en nature en faveur des Militaires qui vivant en famille auraient à se pourvoir d'un logement à leurs frais.

h/ L'habillement et l'équipement /sauf pour les Adjudants Chefs et les Adjudants/seront fournis par le Gouvernement Français.

VIII. S'il est ~~appel~~ fait appel à des dames dactylographes, il leur sera alloué au titre du Gouvernement Polonais:

- a/ une allocation spéciale d'habillement de 1.000 francs
- b/ le double salaire pendant la durée de leur absence en France.
- c/ une indemnité de mission égale a celle prévue au titre du Gouvernement Polonais, pour les S/Lieutenants.
- d/ une indemnité représentative de vivres égale à celle

des S/Lieutenants avec faculté de percevoir des vivres administratifs contre remboursement.

e/ le logement en nature

Les conditions générales du contrat concernant les officiers leur seront applicables.

IX.- Les indemnités d'entrée en campagne et les allocations spéciales sont payables avant le départ de France.

Une avance d'un mois de solde est faite avant le départ sur leur demande aux personnels payés mensuellement.

Le montant de la solde et indemnités est libellé et payé en monnaie française, sur place, mois par mois à terme échu.

X.- En cas d'hospitalisation pour maladie une retenue sur la solde simple sera faite dans les conditions prévues par les Règlements français et les soins assurés par le Gouvernement Polonais.

En cas d'hospitalisation pour maladie contractée ou accident survenu à l'occasion du service il ne sera pas fait de retenue.

En cas de maladie ou d'accident à l'occasion du service entraînant la mort ou l'incapacité de servir, la pension à attribuer à l'intéressé ou à ses ayants-droits sera à la charge du Gouvernement Polonais sans qu'elle puisse être inférieure à celle qui est prévue par les règlements français pour des cas analogues.

XI.- Une permission annuelle de 30 jours /Voyage non compris/ avec solde de présence et voyage payé est accordée au personnel français de toutes grades. Les permissions peuvent être accordées après 6 mois de présence en Pologne /exceptionnellement 4 mois de présence/.

Cette permission de trente jours pourra être remplacée si les nécessités du service le permettent, par deux permissions de quinze jours chacune, les frais de transport du deuxième voyage étant à la charge des intéressés.

Les familles des militaires allant en permission jouiront du transport gratuit sur les réseaux polonais.

XII.- Lors de l'engagement, le transport en Pologne et en cas de rapatriement pour une cause quelconque, le voyage de retour en France sont payés par le Gouvernement Polonais.

XIII.- Tout le personnel français aura droit au transport gratuit des familles à l'aller et au retour, une fois seulement pour la durée de leur contrat. Le mobilier sera transporté d'après un barème

analogues à celui en vigueur pour les changements de résidence des militaires en France.

Le transport à l'aller des familles et du mobilier ne pourra pas en principe, être effectué avant un séjour de six mois au minimum de l'intéressé en Pologne, et sera, dans tous les cas, subordonné à l'autorisation préalable du Chef de Mission.

XIV.- Frais de déplacement.

D'une manière générale, les frais de voyage des militaires de la Mission déplacés pour le service seront remboursés sur production, de la part des intéressés, d'états de dépenses certifiés.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES.

La solde, les indemnités ou allocations diverses à la charge des budgets français et polonais sont suivies dans des comptabilités distinctes.-

Les dispositions d'ordre administratif nécessaires pour permettre de déterminer les sommes payées par un Gouvernement au compte de l'autre, et, en particulier, les sommes payées provisoirement par l'Etat Français et destinées à être mises ultérieurement au compte du budget polonais, feront l'objet d'une instruction concertée avec le Ministre des finances, en vue du remboursement ultérieur de ces dépenses par l'Etat Polonais ou leur compensation.

A N N E X E III. AU CONTRAT.

D E L É G A T I O N D E S O L D E .

En attendant que les relations internationales soient reprises les officiers auront des difficultés pour faire parvenir à leurs familles en France la part de leur solde, qu'il pourraient leur destiner assurer leur existence.

Il y a donc lieu de prévoir certaines dispositions qui tiendraient lieu du service actuel des délégations organisées dans l'Armée Française pendant la guerre.

A cet effet chaque officier pourra indiquer la part de solde qu'il délègue à sa famille mensuellement /1/2. 1/3. 1/4./

Cette part sera defalguée du montant de la solde mensuellement à percevoir par l'officier en Pologne.

Elle sera versée par les soins du Gouvernement Polonais ou de son représentant à Paris, chaque mois en temps utile, dans un établissement financier de Paris, au compte de l'intéressé pour être déposée, à dater du 1er mois ^{avant} suivant, dans l'établissement financier dont celui-ci aura fait choix son départ.

PROTOKOŁ

posiedzenia, odbytego dnia 16 kwietnia 1919 o godz. 6 p. poł.

w Pałacu Ministerstwa Spraw Wojskowych

W sprawie konwencji Wojskowej pomiędzy rządami Polski i Francji i współpracy Sztabu Generalnego Francuskiego przy wyszkoleniu, organizacji i Dowództwie Armji Polskiej.

Obecni: Pułkownik Billette,

Pułkownik Delalin,

Gen-ppor. Majewski (I wiceminister)

" " Sosnkowski(2 " ")

Pułkownik Haller, Szef Sztabu Generalnego.

Major Starzewski.

Perusznik Hrabia Zaleski, prowadzący protokół.

Pułkownik Billette. : Generał Henrys wyjechał z Warszawy do Poznania i uprosił mnie do zastąpienia go. Sprawa jest ważna i wymaga pośpiechu. Zapytuje on czy Wojskowa Misja Polska nie wyjechała by do Paryża i wykazuje potrzebę tego. Należy zawsze starać się, by być w kontakcie z władzami wojskowymi francuskimi.

Pułkownik Haller. : Polska Misja Wojskowa już się organizuje. Przypuszczam, że za kilka dni będzie mogła opuścić Warszawę.

Pułkownik Billette: Wykazuje trudności, jakie mogą wyniknąć. Francja miała podczas wojny 100 dywizji. Większa część jest teraz zdemobilizowaną. Jeżeli Niemcy nie przyjmą warunków pokoju, wszystkie jest przygotowane, by zmobilizować mementalnie 80 dywizji. Nie licząc armji Generała Hallera, Francja może dostarczyć Polsce ekwipunek i materiał dla 11 dywizji: podczas kiedy armja 500.000 składa się z 17 dywizji.

Pułkownik Haller. Mobilizacja 6 roczników rekruta, uchwalona niedawno przez Sejm polski, da 450.000 nie licząc 50.000 ochotników.

Pułkownik Billette: Polska może liczyć na pomoc wszystkich aliantów, inne państwa dostarczą z pewnością materiał i ekwipunek. Zapytuje czy uchwała Sejmu jest konieczną do zawarcia konwencji.

Pułkownik Haller: jest zdania, że Sejm przyjął by z pewnością wszystkie warunki

konwencji. Sejm zaangażował się uchwalając konieczność zawarcia konwencji militarnej z Ententą; możnaby w każdym razie przedłożyć sprawę komisji wojskowej sejmowi. Następne posiedzenie Sejmu odbędzie się 28 kwietnia.

Generał Sesnkowski: Dotyczy to głównie tych paragrafów projektu umowy, które mają charakter polityczny, te paragrafy będą musiały być przedstawione Sejmowi. Robota praktyczna nad kwestjami czyste wojskowymi może być natychmiast rozpoczęta, gdyż sprawa wymaga pośpiechu i nie należałoby tracić czasu.

Pułkownik Haller: Jedną z najważniejszych kwestji, jakie będą do rozwiązania, będzie kwestja transportu materiału, przeznaczonego dla Polski. Polska nie posiada floty, a stan kolei żelaznych jest opłakany.

Pułkownik Billette: podziela to zdanie, niewątpliwie aljanci dostarczą Polsce tonnażu. Omawia następnie jeden po drugim paragrafy projektu umowy, które degadzają Naczelnikowi Państwa, jak twierdzi Generał Henrys, który odniósł takie wrażenie po długich rozprawach z Naczelnikiem Państwa. A więc nie można będzie zmienić nic ważnego w projekcie umowy.

D y s k u s j a: Ustalono, że oprócz kilku punktów, nie mających wielkiego znaczenia, projekt umowy degadza stronem. Następnie toczy się dyskusja ce do 4-eh wyższych oficerów sztabowych, którzy będą przydzieleni do Polskiego Sztabu Generalnego.

Pułkownik Billette: Cała odpowiedzialność pozostanie w rękach polaków. Oficerowie francuscy nie podpiszą ani jednego aktu. B.D, wam tylko pomagali.

Generał Sesnkowski: U nas cała trudność sytuacji sprowadza się do tego, że mamy oficerów, z armji rosyjskiej, niemieckiej i austriackiej. Różnice są ogromne i nie jest tak łatwe je usunąć w tak krótkim czasie, jak by się chciało.

Trzeba więc przedewszystkiem starać się by usunąć różnice pomiędzy armją Hallera i armją polską w kraju. Różnice są dość duże, szczególnie sprawa żółdu będzie musiała być zdecydowaną. Żółd w armji Hallera jest o wiele większy niż u nas.

Pułkownik Billette: Nie należy zapominać, że obecność oficerów francuskich, będzie przejściową. Podziela zdanie Gen. Sesnkowskiego, że oddziały Hallera będą wzbudzały zazdrość wszystkich innych dywizji polskich. trzeba by więc przystąpić do stopniowego zmniejszania żółdu.

Generał Sesnkowski: Było by może lepiej załatwić kwestję w sposób radykalny, wyciągając oddziałem Hallera taki sam żółd, jak w armji polskiej, od czasu przybycia do Polski.

Pułkownik Haller: Proponuje pozostawienie żółdu francuskiego jeszcze na miesiąc, by nie zrażać żołnierzy.

Pułkownik Delalin. Omawia projekt umowy o oficerach francuskich, przeznaczonych dla armji polskiej i wykazuje niezbędną ich liczbę.

Generał Sesnkowski: Chcielibyśmy mieć oficerów francuskich dla następujących oddziałów:

- 1) Inspekterat artylerji.
- 2) " awjacji.
- 3) " służby łączności.
- 4) " wojsk inżynieryjnych.
- 5) " Kolei żelaznych.

Następnie dla departamentów:

- Departament organizacyjny.
" ekonomiczny. (gospodarczy)
" sanitarny.
" artylerji.
" wyszkolenia wojskowego.
" komunikacji.

Również dla instytutu geograficznego i działu zaopatrzenia armji, który jest obecnie w stadium formowania się.

Pułkownik Billette: wskazuje na różnice pomiędzy systemem francuskim i polskim.

Pułkownik Haller: Zapytuje jaka będzie łączność między oficerami francuskimi i polskimi i jak będą się oni między sobą komunikowali.

Pułkownik Billette: jest zdania, że należy zestawić obu stronom zupełną niezależność i wyłączyć zupełnie system suberdynacji. Będą się starali pracować razem, jak dobrzy koleźcy, wspólnie z władzami polskimi. Należy się opierać na systemie wzajemnej ufności i przyjazni.. Oficerowie francuscy zależni będą od generała Henrys'a i będą do dyspozycji władz polskich. Trzeba zestawić stronom możność zachowania indywidualności każdej z nich.

Generał Majewski i Pułkownik Haller podzielają to zdanie.

Pułkownik Haller cytuje i wylicza oddziały Sztabu Generalnego, które pragnęłyby mieć oficerów francuskich.

Następnie toczy się dyskusja w sprawie szkół i wyszkolenia wojskowego.

Pułkownik Delalin: Armja generała Hallera posiada oddział wyszkolenia. Jesteśmy gotowi dostarczyć wam oficerów, którzy pomogą wam w organizowaniu wyszkolenia wojskowego: oficerów sztabowych, oficerów i podoficerów. Kwestja ta jest ważna i nie cierpiąca zwłoki ze względu na duże różnice pomiędzy wyszkoleniem niemieckim, austriackim i rosyjskim.

Pułkownik Haller.: jest zdania, że przedewszystkiem należy się zająć szkołami dla podoficerów i oficerów, myśli, że trzeba będzie odłożyć na później projekt szkoły wejennej. Cytuje szkoły wojskowe, które egzystują obecnie w Polsce. Liczba oficerów jest zbyt mała dla armji 500.000. Będzie się często zmuszonym do mianowania oficerów, którzy nie posiadają wszystkich kwalifikacji, które są

wymagane od oficera.

Pułkownik Billette: Generał Francuski jest już wyznaczony dla wyszkolenia armii polskiej. Sztab generalny francuski miał 4 oddziały: 1. organizacyjny, 2. informacyjny, 3. operacyjny i 4. aprewizacyjny. Ten system był również w korpusach, dywizjach, brygadach etc. Jest bardzo praktyczny. Według tego systemu oficerowie francuscy, przeznaczeni dla Polski, będą podzieleni na 4 grupy i przydzieleni do odpowiednich oddziałów polskich. Należy przyjąć ten system w organizacji armii polskiej. W gruncie rzeczy system ten jest taki sam, jest tylko jedna różnica - cele są jednakowe. Dla organizowania proponuje jednego pułkownika (siebie) i 4 oficerów, którzy będą przydzieleni do kancelarii Generała Sosnkowskiego.

Generał Sosnkowski: jest zdania, że personel francuski musi być na początku dość ograniczony liczebnie.

Pułkownik Billette: podnosi konieczność ciągłej łączności pomiędzy frontem i szkiełami wojskowymi. Należy przez cały czas przyspieszać szkieły do potrzeb aktualnych na wszystkich frontach.

Generał Sosnkowski: tłumaczy organizację kolei wojskowych. Proponuje na początek wyznaczenie jednego oficera do każdego departamentu, który by mógł się zorientować i zapoznać z całą organizacją i zdecydować ilu oficerów potrzeba będzie dla każdego oddziału. Nie trzeba zapominać, że u nas wszystko jest jeszcze w stadium organizowania się. Ministerstwo Spraw Wojskowych jest krocząca zupełnie nową. Na początku Sztab Generalny miał zajmować się wszystkimi sprawami wojskowymi w kraju.

Pułkownik Delalin: tłumaczy system organizacji Sztabu Generalnego francuskiego, który miał wszędzie 4 oddziały: 1) informacyjny, 2) organizacyjny, 3) operacyjny i 4) transportowy. Nie mieliśmy inspektorów. Naznaczano ich, gdy zachodziła taka potrzeba. Przy końcu mieliśmy inspektorat artylerji z powodu olbrzymiego znaczenia tego rodzaju broni. Ten system 4 oddziałów egzystuje wszędzie i według tego systemu wysłano oficerów do Polski.

Generał Sosnkowski: w każdym razie chcielibyśmy mieć największą liczbę oficerów francuskich dla wszystkich oddziałów i departamentów technicznych, wyszkolenia, awjacji, inżynierji i Łączności.

Pułkownik Haller: omawia ilość oficerów francuskich dla Sztabu Generalnego Polsk.

Pułkownik Delalin. proponuje jednego oficera dla 3 oddziału, trzech dla wydziału operacyjnego, 9-ciu dla oddziału 6-go i trzech dla awjacji.

Pułkownik Billette: Jesteśmy gotowi wysłać wszystkich tych oficerów. Jestem szefem oddziału organizacyjnego i potrzebuję 43 oficerów wszystkich rodzajów broni.

ni: (sztab, kawalerja, artylerja, piechota, awjacja, intendtura, służba sanitarna, służba geograficzna, automobile) Dla wyszkolenia przeznaczone 7-u oficerów, dla komunikacji i aprewizacji - 18 (z tych 10 sztabowych). Dla oddziału operacyjnego 13 oficerów. Jeżeli by Panowie zechcieli można przydzielić do Dowództwa każdego Okręgu Generalnego po jednym oficerze.

Pułkownik Haller: jest zdania, że nie należy tracić czasu, czekając na decyzję Sejmu, zwłoka jest niepożądaną.

Generał Sosnkowski: jest tego samego zdania i zapytuje czy można by sprowadzić tych oficerów natychmiast.

Pułkownik Billette: Trzeba ich sprowadzić z Paryża. My nie możemy jeszcze oddać się do waszej dyspozycji, gdyż generał Henrys nas jeszcze potrzebuje. Jesteśmy bardzo zajęci. Pułkownik Delalin może natychmiast rozpocząć swoją pracę w intendturze, zajmie się on sprawą komunikacji i aprewizacji.

Pułkownik Haller: Jestem pewien, że Sejm nie będzie robił żadnych trudności. Czy można będzie przysłać natychmiast kierowników oddziałów i przynajmniej po jednym oficerze do każdego departamentu.

Generał Sosnkowski: jest zdania, że należy przyspieszyć przyjazd tych oficerów z Paryża.

Pułkownik Haller: Ponieważ chodzi o konwencję pomiędzy rządami trzeba przedstawić projekt umowy najbliższemu posiedzeniu Rady Ministrów, która go rozpatrzy i będzie mogła przedstawić do zatwierdzenia Komisji Wojskowej Sejmu.

Pułkownik Billette. U nas projekt umowy nie jest jeszcze przedstawiony Izbie, lecz Rząd, będąc bardzo silnym, nie wątpi, że Izba projekt zatwierdzi. Wybór oficerów nie jest łatwy i nie jest jeszcze wykonany. Jak tylko konwencja zostanie podpisana generał Henrys wyjedzie do Francji, by wybrać oficerów. Trzeba najprzód uregulować stronę materialną sprawy, by przedstawić oficerom francuskim sprawę w całości. Przysłę więc Panom projekt umowy finansowej.

Pułkownik Haller: zastanawia się z Gen. Sosnkowskim o sposobie załatwienia kwestji bez Sejmu, który się zbiera dopiero po świętach.

Pułkownik Haller: Przedstawimy w każdym razie sprawę do decyzji Prezydenta Rady ministrów, ponieważ chodzi o umowę pomiędzy rządami.

Generał Majewski proponuje wyznaczenie następnego posiedzenia na piątek 18 bm. o godz. 9 rano, gdyż chciał by przedstawić projekt umowy Radzie Ministrów, która się zbierze w piątek po południu.

Generał Sosnkowski: zapytuje czy nie można by przysłać kilku oficerów przed podpisaniem projektu całej umowy nie czekając na decyzję co do paragrafów, które mają charakter wyłącznie polityczny.

Pułkownik Billette: odpowiada i oświadcza, że było by to trudnem, gdyż trzeba

przed tem podpisać konwencję. Przed tem można czynić tylko przygotowania.

Pułkownik Haller: przypuszcza, że Komisja Wojskowa Sejmu będzie mogła wpłynąć na Sejm, upoważniając rząd do podpisania Konwencji.

Pułkownik Billette: twierdzi, że Generał Henrys nie może rozpoczynać kroków dopóki Konwencja nie zostanie podpisana ostatecznie, można by więc zatelegrafować do 3 lub 4 oficerów, by przyjechali czasowo i nieoficjalnie.

Koniec posiedzenia.

8 godz. 30.

Następne posiedzenie w piątek 18 b.m. o godz. 9 rano.

Protokół.

posiedzenia z dnia 18 kwietnia 1919 godz. 9 rano (Dalszy ciąg posiedzenia z dnia 16 kwietnia)

Obecni: Pułkownik Billette

" Delalin

Generał Majewski (1 wiceminister)

" Sosnkowski(2 ")

Pułkownik Haller, Szef Sztabu Generalnego.

Major Starzewski, Szef Kwatermistrzostwa.

Perucznik Zaleski (przewodzący protokół)

Pułkownik Billette: Generał Henrys przedstawił uwzględnienie systemu 4 oddziałów: 1. organizacyjnego 2. operacyjnego 3. wyszkolenia 4. transportowego i aprowizacyjnego. Według tego systemu będą delegowani oficerowie francuscy i przydzieleni do odpowiednich oddziałów sztabu polskiego. Oprócz tych 4 oddziałów jest jeszcze personel inny jak n.p. oficerowie-technicy dla awjacji, dla automobilizmu i kolejnictwa etc.

Generał Sosnkowski: Wykazuje potrzebę natychmiastowego przysłania oficerów dla awjacji i pilotów.

Pułkownik Billette: Armja Hallera rozporządza dostatecznym personelem pilotów i oficerów-techników dla awjacji. Można będzie to wykorzystać. Lecz nie podleg wątpliwości, że my będziemy w stanie oddać do waszego rozporządzenia dostateczną ilość oficerów-techników i pilotów.

Generał Sosnkowski i pułkownik Haller: są zdania, że w tej sprawie należy zasięgnąć opinii oddziału awjacji i specjalistów.

Pułkownik Billette przedstawia projekt umowy finansowej i ekonomicznej.

Generał Sosnkowski i Pułkownik Haller obiecują zaznajomić się z projektem do przyszłego posiedzenia.

Pułkownik Billette: Generał Henrys proponuje by, w interesie budżetu polskiego, czas trwania misji określić na rok. Umowa byłaby potwierdzana co pół roku.

Generał Sosnkowski: cytuje artykuły projektu Konwencji Wojskowej.

Pułkownik Billette: i Płk. Delalin: przyjmują projekt i znajdują, że jest najzupełniej odpowiedni.

Generał Sosnkowski: czyta pomiędzy innymi: oddziały polskie, które znajdują się obecnie poza granicami kraju, przekraczając granicę kraju, przechodzą pod roz

kazy Naczelnego Wodza Wojsk Polskich.

Pułkownik Billette: Zgadzano się z tem.

General Sosnkowski: wraca do artykułu 3-go projektu umowy. Przypomina, że na ostatnim posiedzeniu ustalone w sprawie stosunku pomiędzy oficerami polskimi i francuskimi, że Będą oni pracowali jak dobrzy Koledzy. Proponuje, by myśl tą wyrazić w dodatku do projektu umowy, lub do artykułu 3-go w szczególności
D y s k u s j a: Ustala się formuła następująca: "oficerowie francuscy są de-
radcami technicznymi dowódcy, do którego są przydzieleni. Nie otrzymują oni rozkazów i nie przysługuje im prawo decyzji lub dowództwa." Zdecydowano dodać przytoczony tekst do artykułu 3-go projektu umowy. Zmienia się również w tym artykule słowo "upoważnieni" na "delegowani do" (przydzieleni)

General Sosnkowski: Zapytuje czy jest absolutnie niemożliwym wydzielenie artykułu 4-go projektu umowy, jako czyste polityczne, z całości projektu i zatwierdzenie reszty artykułów.

Pułkownik Billette: Wydzielić artykuł 4 niepodobna. Konwencja musi być zatwierdzona "en bloc".

General Sosnkowski: Jesteśmy więc zmuszeni przedstawić artykuł 4-ty do decyzji Rady Ministrów.

Pułkownik Billette: General Henrys znajduje, że propozycje polskie są uzasadnione i żądania zgodne z prawem, zaś artykuł 4-ty, jako czyste politycznej natury, wychodzi po za granice jego kompetencji.

General Sosnkowski: omawia artykuł 3 konwencji o sformowaniu armii polskiej w sile 500.000 ludzi. Jest zdania, że z punktu widzenia sprawy dostarczenia materjału, ważnym jest by nie liczyć w tych 500.000 armii Generała Hallera. Wykazuje, jakim sposobem cyfra ta zostanie osiągnięta przy mobilizacji w całej Polsce. Utworzymy:

42 pułki piechoty po 3250 ludzi.....	126.000	ludzi.
14 pułków kawalerji" 1600 2 	14.000	"
Artylerja i oddz. techniczne.....	60.000	"

Razem 200.000 ludzi dla służby na

francie.

Biorąc stosunek 1:2 potrzebujemy 400.000 ludzi wewnątrz kraju. Zabrakło

Bzaka by nam 100.000 ludzi. Nawet, gdybyśmy zrezygnowali z tych 100.000, biorąc stosunek 1:1,5. potrzeba nam materjału dla 500.000 ludzi, gdyż nie liczymy w tem armji generała Hallera.

Pułkownik Billette: Trzeba byście zrobili dokładny bilans tego, co wam jest potrzebne i materjału, jakim rozporządzacie. Ententa będzie musiała zdecydować

w Paryżu jak wam dostarczyć to co wam jest potrzebne i jak Mocarstwa Sprzymierzone podzielią pomiędzy sobą ilość materjału, którą każde z nich wam dostarczy.

D y s k u s j a: o organizacji dywizji, brygad i pułków. o ich stronach ujemnych i dodatnich w związku z tem jakie oddziały bojowe potrzebne są dla dobrej dywizji.

General Sosenkowski: wykazuje wielkie trudności, jakie pociąga za sobą ilość systemów karabinów (6) , jakie są używane w armji polskiej. Jest zdania, że Armja Generała Hallera rozporządza zbyt małą ilością artylerji ciężkiej.

D y s k u s j a: o organizacji rezerwy artylerji i o wyborze furgonów dla amunicji odpowiednich dla dróg polskich.

Koniec posiedzenia 10. m. 15.

Następne posiedzenie w sobotę o godz. 7.

D O D A T K I

do "Projet d'accord", przyjęte przez Misję Francuską.

Article III.

Słowo "chargé" zmienić na "délégué".-

Po ustępie: "Un officier.....délégué aux opérations" wstawić:
"Un officier général ou supérieur délégué aux transports et ravitaillements".-

Przy końcu Article III.

"Les officiers français sont conseillers techniques du commandement ou du chef du bureau ~~présentant~~ duquel ils sont placés; ils ne reçoivent pas d'ordres des officiers polonais et n'ont aucun droit de décision et de commandement.-"

Za zgodność:

(-) M.Krasicki

Porucznik i Adjutant.

Poprawka Gen. Henrys'a:

....." ils ne reçoivent pas d'ordres des officiers polonais, ne prennent aucune décision et ne font pas actes de commandement."

Tłomaczenie z francuskiego.

P r o j e k t

umowy pomiędzy rządem polskim i francuskim, dotyczącej Naczelnego Dowództwa Francuskiego przy Armji Polskiej.

Rozdział I.

Artykuł I.

Przy Naczelniku Państwa Polskiego i Naczelnym Wodzu armji polskiej zostaje ustanowiona Francuska misja wojskowa.

Artykuł II.

Misja powyższa ma na celu współpracę z Naczelnym Wodzem armji polskiej przy organizowaniu, wyszkoleniu i dowództwie armji polskiej.

Generał Francuski - Szef Misji - jest przydzielony do Naczelnego Wodza Armji Polskiej.

Artykuł III.

Generałowi Szefowi Misji dopomaga Szef Sztabu Generalnego Polskiego, który jest do niego przydzielony. Generał Szef misji rozporządza oprócz tego następującym personelem francuskim:

1 generał, lub wyższy oficer sztabowy dla spraw organizacyjnych, przy Polskim Ministrze Wojny, wraz ze sztabem.

1 generał lub wyższy oficer sztabowy dla spraw wyszkolenia, zarówno w strefie działań wojennych, jak i wewnątrz kraju.

1 generał lub wyższy oficer sztabowy dla spraw operacyjnych z przydzielonym do niego oficerem dla spraw transportów.

Generał szef misji i wyżejwymienieni generałowie lub wyżsi oficerowie sztabowi rozporządzają niezbędnym sztabem.

Artykuł IV.

Szef Misji ma być obowiązkowo konsultowany w sprawach użycia dywizji, mających w swym składzie personel francuski. Ma on prawo przeciwstawić się ich użyciu. W razie potrzeby referuje te sprawy rządowi francuskiemu.

Warunki użycia tych dywizji są następujące:

Dywizje polskie, formowane we Francji mają na celu dopomaganie do zupełnego ukonstytuowania się państwa polskiego i zabezpieczenie go od interwencji obcych, które mogłyby mieć miejsce na jego granicach.

oraz współdziałanie przy formowaniu i wyszkoleniu armji, formowanej w Polsce.

W razie rozruchów wewnętrznych personel francuski zasadniczo będzie się powstrzymywał od wszelkiej interwencji. Jedyne Naczelne Dwtwo Francuskie może upoważnić jednostki, mające w swym składzie personel francuski lub też oficerów i żołnierzy, pełniących służbę w oddziałach formowanych w Polsce, do współdziałania przy przywróceniu porządku.

Artykuł V.

Jako szef Misji Wojskowej Francuskiej w Polsce, Generał Szeff Misji, zależny jest od Francuskiego Ministra Wojny. Sprawy dotyczące personelu francuskiego (awansy, odznaczenia francuskie, sądownictwo wojskowe) rozstrzyga Generał Szeff Misji.

Artykuł VI.

Skład Misji i warunki materialne personelu francuskiego są określone przez umowę specjalną.

Rozdział II.

Artykuł I.

Przy Naczelnym Wodzu Wojsk Polskich formowanych we Francji znajduje się Generał francuski, przydzielony w charakterze doradcy technicznego we wszystkich sprawach, dotyczących organizacji i użycia tych oddziałów, stosownie do rozporządzeń Naczelnego Wodza.

Artykuł II.

Generał francuski, przydzielony do Naczelnego Wodza wojsk polskich formowanych we Francji, rozporządza personelem, który stanowi jego gabinet. Jest on Delegatem Generała Szefa Misji Wojskowej Francuskiej w Polsce, w sprawach, dotyczących użycia wielkich jednostek, mających w swym składzie personel francuski; przysługuje mu prawo głosu doradczego w powyższych sprawach w granicach kompetencji, określonych przez Szefa Misji, któremu w razie potrzeby sprawy referuje.

Artykuł III.

Generałowie Francuscy, dowódcy Korpusów i Dywizji mają nad całym personelem francuskim i polskim władzę, określoną przez będące w użyciu regulaminy.

Tłomaczenie z francuskiego.

Ministerjum Wojny.
Sztab Generalny.
Wydział do spraw słowian.
Nr. 1170 - sl.11.

Republika Francuska.
Paryż, 15 lutego 1919.

U m o w a.

pomiędzy Rządem francuskim i Polskim Komitetem Narodowym w sprawie użycia i położenia personelu francuskiego w Armji Polskiej.

Cel działalności dywizji polskich, formowanych we Francji.

Dywizje polskie, formowane we Francji mają nacelu dopomaganie do zupełnego ukonstytuowania się Państwa Polskiego i zabezpieczenie go od interwencji obcych, które mogłyby mieć miejsce na granicach Państwa, oraz współpracę przy formowaniu i wyszkoleniu jednostek, formowanych w Polsce.

W razie rozruchów wewnętrznych, personel francuski zasadniczo będzie się powstrzymywał od wszelkiej interwencji. Jedynie Naczelne Dowództwo Wojsk Francuskich w Polsce może upoważnić jednostki, posiadające personel francuski dywizji formowanych we Francji, lub też oficerów lub żołnierzy, pełniących służbę w jednostkach bojowych, formowanych w Polsce, do współdziałania przy przywróceniu porządku.

Skład dywizji polskich, formowanych we Francji.

W celu umożliwienia dywizjom, formowanym we Francji stopniowego przekształcenia się w odpowiednie dywizje polskie, dobrze wyszkolone, należy zasadniczo przytrzymywać się następującego porządku:

1. Dywizja znajduje się pod Dowództwem Francuskim.

Jednostki są dowodzone przez oficerów francuskich.

Stopniowo będą ustanawiane jednostki o dowództwie i kadrach czysto polskich w miarę wyszkolenia kadrów polskich. Tak więc w kompanji z kolumną francuską mogą być oddziały francusko-polskie i polskie, w bataljonie z dowództwem francuskim, będą kompanje polskie etc.....

W miarę możności do każdego Dowódcy Francuskiego przydzielony będzie oficer polski jednakowej rangi, przeznaczony do przyjęcia w drugim stadium, dowództwa tej jednostki. Oficer ten, jednocześnie, wyszkoli się przy swym koledze francuskim i będzie łącznikiem pomiędzy tym ostatnim i perso-

nelem polskim jednostki we wszystkich sprawach dotyczących dyscypliny i służby wewnętrznej.

2. Dywizja znajduje się pod Dowództwem Polskim, część personelu francuskiego pozostaje w charakterze doradców technicznych w granicach i w przeciągu czasu, jaki będzie uznany za konieczny.

Personel francuski staje się rozporządzalnym i zajmuje inne stanowisko w jednostkach, formowanych w Polsce lub też zostaje odesłany do Francji z powodu ekspirowania terminu umowy.

3. Dywizja staje się całkowicie polską.

UWAGA. Umowa specjalna ureguje prawa Naczelnego Dowództwa Francuskiego i jego stosunki z wyższymi władzami wojskowymi polskimi, jak również zrównanie stopni niżej wymienionych

Położenie personelu: Od chwili podpisania aktu powołania, przewidzianego przez Kontrakt z dnia 15 ~~kwietnia~~ stycznia 1919, w Armji polskiej będą wyłącznie wojskowi polacy pełniący służbę narodową lub francuzi jako wolontariusze z polskimi attaches lub bez takowych. Nazwy "przydzielony" i "detaszowany" tracą tym sposobem rację bytu.

Personel francuski z polskimi attaches któryby chciał pełnić służbę w armji polskiej jako służbę narodową polską, ^{musi} przyjąć polskie poddaństwo, lub pełnić służbę w tej armji w charakterze oficera francuskiego, jako oficera pełniącego służbę w armji obcej. Zgodnie z prawem z dnia 26 czerwca 1889 potrzebne jest zezwolenie Rządu Francuskiego. Oficer pełniący służbę powyższą traci "ipso facto" przywileje wg. kontraktu z 15 stycznia o tyle o ile jest łącznikiem Rządu Francuskiego.

Zrównanie stopni.

Dywizje formowane we Francji będą jako takie egzystowały stosunkowo niedługo i część ich personelu będzie z pewnością użyty następnie do dywizji, formowanych w Polsce. Z powodu różnego pochodzenia oficerów, pełniących służbę w tej armji, należy przystąpić do rewizji i obowiązkowego zrównania stopni oficerów armji polskiej w przeciągu 6 miesięcy po przybyciu do Polski dywizji, formowanych we Francji. Dokona tego komisja, w skład której ma obowiązkowo wchodzić przedstawiciel Francji.

Awansy, dyscyplina.

a) Cały personel francuski, pełniący służbę w Armji polskiej zależy wyłącznie

od Naczelnego Dowództwa Armji Francuskiej , znajdujacego się przy Armji polskiej ~~tak finansowo~~, jak i w sprawach awansów, i nagród tak i w sprawach sądownictwa wojskowego.

b) awansy polskie są nadawane przez Rząd polski stosownie do umowy w tej sprawie.

Oczywiście, warunki wymienione w umowie z 15 stycznia co do awansów w Armji polskiej oznaczają minimum i nie wykluczają możliwości szybszego awansowania, jeżeli dowództwo polskie uzna za stosowne zatwierdzić awans przed upływem czasu, przewidzianym , i za zgodą Naczelnego Dowództwa Francuskiego przy Armji polskiej.

c) oficerowie francuscy pełniący obecnie w armji polskiej służbę i posiadający inny stopień , niż w armji francuskiej, zachowują tą rangę i stosowne odznaki. Lecz przy awansowaniu w przyszłości będą im przysługiwały prawa awansu ~~na~~ dalszego, zaczynając od rangi, którą mieli w armji francuskiej w chwili wyjazdu do Polski.

Np. kapitan francuski, będący obecnie w armji polskiej w randze majora, będzie mógł awansować na ppłkownika w armji polskiej dopiero po upływie 2 lat i 4 miesięcy od wyjazdu do Polski.

d) Szeregowcy będą mogli otrzymywać awansy w armji polskiej, jeżeli Dowództwo polskie uzna to za pożądanę. Ten awans będzie zgodny z prawem, o ile był potwierdzony przez władze francuskie.

Umundurowanie.

Stosownie do ustalonych decyzji personel francuski będzie nosił mundury francuskie. Na terytorjum polskiem wyłącznie, będzie miał oznaki stopnia, nadanego mu przez armję polską i jej władze.

U W A G A: Instrukcja z 12 listopada 1918 dotycząca rekrutacji oficerów armji polskiej, pochodzących z armji sprzymierzonych, jest anulowaną w tych punktach, które są sprzeczne z niniejszą umową.

Prezydent Rady. Minister Wojny.

(-) Clemenceau.

Prezydent Polskiego Komitetu Narodowego.

(-) Roman Dmowski.

Rada Ministrów upoważnia przedstawicieli władz wojskowych polskich o wszczęcie rokowań z wojskową misją francuską w Polsce o zmianę "Projet d'accord entre les Gouvernements francais et polonais au sujet de Haut Commandement francais aupres de l'Armee Polonais", w myśl zasad projektu konwencji wojskowej opracowanego na konferencji wspólnej przedstawicieli Ministerstwa Spraw Wojskowych, Sztabu Generalnego i Ministerstwa Spraw Zagranicznych.

Jednocześnie Rada Ministrów postanawia zawiadomić o tem Pana Prezydenta Paderewskiego i prosić Go o przychylenie się do opinii Rady Ministrów i podjęcie kroków w Paryżu, w celu skłonienia rządu francuskiego do przyjęcia polskiego projektu konwencji wojskowej.

Ze względów na stan pieniężny Rada Ministrów zaleca władzom wojskowym dążyć do jaknajwiększych oszczędności przy ustaleniu kosztów utrzymania dywizji Hallera i misji francuskiej.

Po wprowadzeniu jednostki pieniężnej polskiej wszelkie umowy winny być zawierane tylko w złotych.

Na oryginale dopisano:

Powyższe uchwały zapadły na posiedzeniu Rady Ministrów 18. kwietnia 1919 r.

/-/ WOJCIECHOWSKI

Minister Spraw Wewnętrznych
zast. Prezydenta Ministrów.

Za zgodność odpisu

Warszawa, 17 kwietnia 1919.

Misja prowizoryczna
Generała Henrysa.

U m o w a

dotycząca wysłania Francuskiej Misji Wojskowej do Polski.

Pomiędzy Rządem Polskim i Rządem Francuskim doszło do następującego porozumienia:

1. Misja wojskowa, składająca się z oficerów francuskich, zostaje wysłana do Polski w celu organizowania i wyszkolenia armji polskiej.
2. Szczegóły, dotyczące składu misji, oznaczone są w dodatku Nr.1.
3. Czas trwania misji (liczy się od dnia jej wyjazdu) zostaje ustalony na 12 miesięcy, kontrakt jest odnawiany co trzy miesiące. Oficerowie, którzy nie zechcą pozostać dłużej w Polsce, mają zawiadomić o tem Rząd Polski na miesiąc przed upływem terminu ich umowy.
4. Kontrakt podobny może być przez rząd polski zerwany przed upływem jego terminu, jeżeli okoliczności lub sprawy służbowe tego wymagają. W drodze wyjątku może ~~maże~~ być kontrakt zerwany po uprzednim porozumieniu się między zainteresowanymi i rządem polskim. W wypadku zerwania umowy w czasie pozostawania w sile kontraktu, lub jeżeli ten ostatni nie jest przez rząd polski odnowiony, (za wyjątkiem wypadków, w których zerwanie umowy jest karą dyscyplinarną) odszkodowanie w wysokości 3 miesięcznego żołdu, określone stosownie do paragrafu 7 (3), ma być przez Rząd polski wypłacone zainteresowanemu; dobrowolne zerwanie umowy nie daje prawa do żadnego wynagrodzenia.
5. Oficerowie i funkcjonariusze misji zachowują wszystkie swe prawa i prawa awansu w armji francuskiej. Służba w Misji jest uważaną za służbę na froncie do czasu zawarcia pokoju przez Państwo Polskie.
6. Powyższe rozporządzenia (punkty 2, 3, 4, i 5.) odnoszą się również do podoficerów i szeregowców, należących do misji.
7. Oficerowie i personel niższy misji mają prawo do otrzymywania na rachunek rządu polskiego, następujących poborów (żołdu, odszkodowań i dodatk).
OFICEROWIE: a) żołd specjalny w zasadzie równy obecnemu normalnemu żołdowi we Francji (dodatek 2). W razie awansowania, przysłu

guje im prawo do otrzymywania żołdu, odpowiadającego otrzymanej randze.

b) Wynagrodzenie specjalne przy wstąpieniu w wysokości, przewidzianej przez taryfę francuską, nawet, jeżeli zainteresowani pobrali naprzód częściową lub całkowitą sumę tego wynagrodzenia we Francji. (Dodatek z dn. 24 marca 1919 do umowy z dnia 15 stycznia 1919).

c) Dodatek specjalny na umundurowanie (patrz dodatek 2).

d) " " dla misji. (" " ").

e) " reprezentacyjny na żywność i opał (patrz dodatek 2) dla tych, którzy mogą dostawać żywność za zapłatą w rządowych magazynach, według taryfy polskiej w granicach ilości racji, które im przysługują stosownie do rangi.

Prawo powyższe dotyczy również członków rodziny do wysokości 1,5 racji na osobę.

f) Zwrot kosztów biurowych i wydatków służbowych, przewidzianych w dodatku 2 bis.

Wysokość wydatków biurowych i służbowych, nie przewidzianych w dodatku 2 bis, zostaje określona według taryfy francuskiej (.wodpowiednich wypadkach).

g) mieszkanie, odpowiednie do rangi.

Dodatek mieszkaniowy, odpowiadający przeciętnej sumie komornego, wyznaczonego mieszkania, może być wypłacany oficerom, którzy mieszkają z rodziną i chcą mieć własne mieszkanie.

h) Wnagrodzenie specjalne dla kawalerzystów - dla oficerów kawalerji francuskiej, lub dla tych oficerów, których służba wymaga konnej jazdy.

Tym ostatnim rząd polski dostarczy konia z całkowitem utrzymaniem.

Podoficerowie i żołnierze.

a) żołd specjalny zasadniczo równy obecnemu normalnemu, pobieranemu we Francji. (patrz dodatek 2).

b) Dodatek w wysokości 400 franków półrocznie, płatny po 200 franków kwartalnie. (Dodatek z dnia 24 marca 1919 do umowy z dnia 15 stycznia 1919).

c) Wynagrodzenie specjalne przy wstąpieniu dla sierżantów i

sierżantów-szefów (adjudants et adjudants-chefs), według taryfy francuskiej, nawet, jeżeli wynagrodzenie to zostało pobrane naprzód całkowicie, lub częściowo. we Francji. (dodatek z dnia 24 marca 1919 do kontraktu z dnia 15 stycznia 1919).

d) Dodatek na umundurowanie w wysokości 1000 franków (stosownie do kontraktu z dnia 15.1.1919.) dla sierżantów i sierżantów-szefów (adjudants et adjudants-chefs).

e) Dodatek specjalny dla należących do misji (dodatek 2).

f) Utrzymanie i opał w naturze; dla tych, którzy mogą mieszkać osobno, - wynagrodzenie w gotówce (dodatek 2) z prawem nabywania żywności w składach rządowych za zapłatą wedł. taryfy polskiej; ilość racji żywnościowych - stosownie do stopnia.

Prawo powyższe dotyczy również członków rodziny do wysokości 1,5 racji na osobę.

g) mieszkanie.

Dodatek mieszkaniowy, odpowiadający przeciętnej sumie komernego, wyznaczonego mieszkania, może być wypłacony tym, którzy mieszkają z rodziną i chcą mieć własne mieszkanie.

h) Umundurowanie i ekwipunek (za wyjątkiem sierżantów i sierżantów-szefów - adjudants et adjudants-chefs) będzie dostarczony przez rząd francuski.

8. W razie potrzeby, mogą być sprowadzone maszynistki, które mają pobierać na koszt rządu polskiego następujące pobory:

a) Dodatek specjalny na umundurowanie - 1000 franków.

b) Wynagrodzenie podwójne podczas pobytu w Polsce.

c) Wynagrodzenie dla należących do misji - równe wynagrodzeniu Podporuczników , na koszt rządu polskiego.

d) Wynagrodzenie na żywność, równe wynagrodzeniu dla Poruczników i prawo nabywania żywności w składach rządowych za zapłatę.

e) Mieszkanie.

Warunki ogólne umowy, dotyczącej oficerów mogą być zastosowane.

9. Wynagrodzenie przy wstąpieniu do wojska i dodatki specjalne są wypłacane przed wyjazdem z Francji. Dla pobierających pensję miesięczną, na ich żądanie może być wypłacona pensja miesięczna naprzód.

Wynagrodzenie jest obliczane i wypłacane w walucie francuskiej na miejscu, co miesiąc.

10. W wypadkach choroby i pobytu w szpitalu z sumy zwykłego żołdu, wylicza się sumę, stosownie do warunków przewidzianych przez Regulamin francuski i opieki, udzielanej przez Rząd polski.
W razie pobytu w szpitalu z powodu choroby lub wypadku, spowodowanego przez okoliczności służbowe, wyliczenie nie może mieć miejsca. W razie choroby lub wypadku, powodującego śmierć lub wykluczającego możliwość dalszej służby, pensja przypadająca zainteresowanemu lub jego spadkobiercom będzie wypłacana przez rząd polski i nie może być wyższą od pensji, przewidzianej w analogicznych wypadkach przez regulamin francuski.
11. Roczny urlop 30 dniowy (nie licząc czasu podróży), w czasie urlopu wypłacany jest żołd i koszt podróży. Dotyczy to personelu francuskiego wszystkich stopni. Urlop może być udzielony po upływie 6-ego miesięcznego pobytu w Polsce. (w wyjątkowych wypadkach po 4-ym miesięcznym pobycie). Urlop 30 dniowy może być zamieniony na dwukrotny urlop 15-ego dniowy, o ile okoliczności na to pozwolą; koszt podróży powtórnej ponosi wyjeżdżający na urlop. Rodziny urlopowanych korzystają z bezpłatnego przejazdu na kolejach polskich.
12. Transport do Polski i w razie powrotu z jakiegokolwiek przyczyny do Francji, koszt podróży powrotnej są opłacane przez rząd polski.
13. Rodzinom wojskowych francuskich przysługuje prawo bezpłatnego przejazdu do Polski i z powrotem do Francji - lecz tylko jeden raz przez cały czas trwania kontraktu. Ruchomości będą przewożone według taksy będącej obecnie w użyciu we Francji przy zmianach miejsca pobytu przez wojskowych francuskich. Przewóz rzeczy i przyjazd rodziny w zasadzie ~~nigdy~~ może nastąpić najwcześniej po upływie 6-ego miesięcznego pobytu wojskowego francuskiego w Polsce., i jest w każdym razie, zależny od pozwolenia szefa misji.
14. KOSZTA PRZETRANZLOKOWANIA. Koszt podróży wojskowych należących do misji i służbowo zmieniających miejsce pobytu zostają zwrócone po przedstawieniu przez zainteresowanych poświadczonych rachunków.

ROZPORZĄDZENIA FINANSOWE I ADMINISTRACYJNE.

Żołd, wynagrodzenia~~z~~ dodatkowe i inne, dokonane na rachunek skarbu francuskiego i polskiego są przedmiotem szczegółowej rachunkowości.

Rozporządzenia o charakterze administracyjnym niezbędne dla dokładnego określenia sum, wypłaconych przez jeden rząd na rachunek drugiego, i, w szczególności, sum wypłaconych tymczasowo przez rząd francuskiej mających być następnie umieszczonych w rachunku rządu polskiego, stanowią przedmiot specjalnej umowy, zawartej z Ministerstwem Finansów, w celu późniejszego pokrycia tych wydatków przez Rząd Polski .

DODATEK III DO KONTRAKTU.

PRZESYŁANIE ŻOŁDU. Zanim normalne stosunki międzynarodowe zostaną ustalone, oficerowie mogą mieć trudności przy przesyłaniu swym rodzinom do Francji części żołdu, przeznaczonej na utrzymanie rodziny.

~~DEKXX~~ Należy więc zawczasu wydać rozporządzenia by zapewnić w tej sprawie pośrednictwo delegacji, zorganizowanych w Armji Francuskiej podczas wojny. W tym celu każdy oficer określi, jak część żołdu miesięcznego przeznaczył dla swej rodziny ($1/2$, $1/3$, $1/4$). Część ta zostanie wyliczoną z sumy żołdu, jaki oficer ma otrzymywać miesięcznie w Polsce.

Część ta zostanie staraniem rządu polskiego lub jego reprezentantów w Paryżu , co miesiąc w oznaczonym terminie, wpłaconą do jednej instytucji finansowej w Paryżu na rachunek oficera francuskiego w celu deponowania poczynając od 1-go następnego miesiąca , w instytucji wojskowej, wskazanej przez oficera przed jego wyjazdem.
